

POUR UN PLAN DE RELANCE DE NOS SERVICES PUBLICS

La crise sanitaire a encore prouvé le rôle crucial des collectivités et des services publics, leur capacité à agir en proximité, leurs savoir-faire et connaissances des réalités locales, des populations.

Comment cette crise aurait-elle pu être gérée sans les départements menacés de disparition il y a peu, par une doctrine qui cherchait à réduire le maillage territorial qui fait la force de notre pays ? Sans les communes dangereusement affaiblies d'année en année par les gouvernements successifs, en réduisant leur rôle et leurs moyens ? Sans nos services publics pourtant régulièrement démantelés ?

Or le gouvernement fait peser sur les collectivités et services publics une bonne partie de la facture de son plan de relance de l'économie : 10 Milliards de cadeaux aux entreprises financés par la baisse des impôts de production servant au financement des communes et des départements.

C'est 10 Milliards en moins pour nos services publics, nos investissements publics qui représentent une part majeure de l'activité économique et pas seulement dans le bâtiment.

En Macronie, le monde d'après ressemble furieusement à celui d'avant.

C'est dans ce contexte que le Département prépare son budget. Nous interviendrons pour que la majorité des Droites ne vienne pas en rajouter en reportant l'addition sur nos services publics de proximité dont nous avons tant besoin et sur l'indispensable solidarité.